

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 25 février 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21 novembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ENGIE GREEN ROQUETAILLADE**

Bâtiment le Triade II - CS 20756  
215 rue Samuel Morse  
34000 Montpellier

Références : UID11/66-C3-2025-057  
Code AIOT : 0006605582

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 novembre 2024 dans l'établissement ENGIE GREEN ROQUETAILLADE implanté 1 PIC DE BRAU à ROQUETAILLADE-ET-CONILHAC (11190). L'inspection a été annoncée le 29/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENGIE GREEN ROQUETAILLADE
- 1 PIC DE BRAU 11190 ROQUETAILLADE-ET-CONILHAC
- Code AIOT : 0006605582
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 28 aérogénérateurs) mis en service en 2001.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L.541-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article R.541-45	Sans objet
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
5	Autres mesures : suppression, réduction et compensation	AP Complémentaire du 24/08/2015, article 5	Sans objet
6	Redémarrage des aérogénérateurs du parc éolien	AP Complémentaire du 17/06/2024, article 3	Sans objet
7	Système de détection de l'avifaune (SDA)	AP Complémentaire du 17/06/2024, article 4.2.1	Sans objet
8	Système de détection de l'avifaune (SDA)	AP Complémentaire du 17/06/2024, article 4.2.2.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte les dispositions contrôlées mais l'exploitant doit transmettre un justificatif concernant l'installation de transit de déchet de son maintenancier et le compte rendu de l'exercice testant la procédure en cas de fonctionnement anormal d'une éolienne.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Gestion des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/12/2010, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bordereau de suivi de déchet
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. [...]  <b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis 16 bordereaux de suivi de déchets (BSD) pour l'année 2024.  Les bordereaux sont bien au nom de l'exploitant : ENGIE GREEN ROQUETAILLADE.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 2 : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article L.541-2
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bordereau de suivi de déchet
--

**Prescription contrôlée :**

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.

**Constats :**

L'exploitant a justifié de la rupture de traçabilité en fournissant l'arrêté autorisant le regroupement de certains déchets et ainsi la rupture de traçabilité.

Toutefois, l'exploitant n'a pas justifié que le site du maintenancier, basé à Limoux, était régulièrement autorisé ou déclaré pour le transit de déchets dangereux relevant de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le justificatif d'autorisation ou de déclaration du site du maintenancier, basé à Limoux, pour le transit de déchets dangereux relevant de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
---

<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
---------------------------------------

**N° 3 : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
---

<b>Thème(s) :</b> Autre, Panneautage
--------------------------------------

**Prescription contrôlée :**

[...]

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</li> <li>- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</li> <li>- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Les différents panneaux et signalétiques du chemin d'accès des éoliennes E2, E4, E9 et E18 et deux des trois poste de livraison contrôlés étaient présents et comportaient les informations réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fonctionnement anormal
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;</li> <li>- de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  Lors de contrôle, l'exploitant a indiqué qu'un exercice devait être réalisé avant la fin 2024 afin de tester les temps de réaction en cas de fonctionnement anormal.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées les justificatifs de la réalisation de ce test ainsi que ses conclusions et les éventuelles actions d'amélioration.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Autres mesures : suppression, réduction et compensation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/08/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Mesures compensatoires
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] L'électrification de la vigie Pic de Brau

[...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas pu justifier de l'électrification de la vigie Pic de Brau. Toutefois, par courriel en date du 3 décembre 2024, l'exploitant a indiqué que les travaux devaient avoir lieu courant janvier/février 2025.</p> <p>Par courriel en date du 20 février 2025, l'exploitant a transmis les justificatifs de la réalisation des travaux d'électrification de la vigie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Redémarrage des aérogénérateurs du parc éolien**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2024, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Redémarrage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ENGIE GREEN France est autorisée à redémarrer, en période diurne, les aérogénérateurs de type G47 et G52 dès la mise en place d'un système de détection de l'avifaune (SDA) sur chacune des éoliennes avec la fonction effarouchement active.</p> <p>Le redémarrage se fait par tranche de 4 éoliennes contiguës au maximum.</p> <p>Les aérogénérateurs de type G58 restent à l'arrêt.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées au fil de l'eau du redémarrage des éoliennes G47 et G52 par groupe de 4 maximum.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a justifié de la mise en place du système de détection de l'avifaune (SDA) sur chacune des éoliennes avec la fonction effarouchement active, factures à l'appui.</p> <p>Enfin, il a justifié que les éoliennes GS58 étaient toujours à l'arrêt.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Système de détection de l'avifaune (SDA)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 17/06/2024, article 4.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SDA effarouchement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En vue du redémarrage, en période diurne, les aérogénérateurs de type G47 et G52, par tranche de 4 éoliennes contiguës au maximum, l'exploitant met en place un système de détection/effarouchement sur chaque éolienne.</p> <p>Ce système d'effarouchement de type dissuasion acoustique est utilisé avant l'entrée d'individus des espèces cibles dans la sphère à risque. Cet effarouchement est ponctuel afin de ne pas induire un impact sur d'autres espèces protégées locales.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

L'exploitant a justifié de la mise en place du système de détection de l'avifaune (SDA) sur chacune des éoliennes avec la fonction effarouchement active, factures à l'appui.  
Par ailleurs, il a transmis les rapports d'installation et de test, pour chaque éolienne, réalisés par la société Biodivwind.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Système de détection de l'avifaune (SDA)**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 17/06/2024, article 4.2.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etude faisabilité régulation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant réalise une étude de faisabilité sur la possibilité de mise en place de la fonction détection/arrêt du SDA. L'exploitant transmet le rapport conclusif de cette étude au service de l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois maximum à compter de la signature du présent arrêté.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que l'étude de faisabilité serait transmise première quinzaine de décembre.  
Il a transmis cette étude par courriel en date du 18 décembre 2024. L'instruction de l'étude est en cours.

**Type de suites proposées :** Sans suite